



CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE

## **CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE SERVICE PARC AUTOMOBILE DE LA VILLE DE GRASSE AU PROFIT DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CCAS)**

### **Entre**

La Commune de Grasse représentée par Monsieur Jérôme VIAUD, en sa qualité de Maire, dûment habilité aux fins des présentes par délibération du        désignée ci-après par « la Ville »,

### **D'une part,**

Et

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS), 42 Bd Victor Hugo à Grasse, représenté par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD ou son représentant, agissant au nom et pour le compte du CCAS, ci-après dénommé « le CCAS »,

### **D'autre part,**

## **PRÉAMBULE**

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale notamment les articles 61, 61-1, 61-2 et 63 ;

VU le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;

CONSIDERANT QUE la mise à disposition est la situation du fonctionnaire qui demeure dans son cadre d'emplois ou corps d'origine, est réputé y occuper un emploi, continue à percevoir la rémunération correspondante, mais qui exerce ses fonctions hors du service où il a vocation à servir ;

CONSIDERANT QUE la mise à disposition ne peut avoir lieu qu'avec l'accord du fonctionnaire et doit être prévue par une convention conclue entre l'administration d'origine et l'organisme d'accueil ;

CONSIDERANT QUE l'organe délibérant de la collectivité territoriale doit en être préalablement informé et que les fonctionnaires peuvent être mis à disposition auprès d'un ou de plusieurs organismes pour y effectuer tout ou partie de son service ;

CONSIDERANT QUE le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) utilise quotidiennement une flotte de véhicules de type berline et de type transport frigorifique dont il est obligé d'assurer l'entretien et la maintenance et pour laquelle il se doit de passer des marchés pour de la fourniture de carburants et pour l'assurance de ces véhicules ;

## II EST CONVENU CE QUI SUIT

### ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Conformément aux dispositions des articles 61 et suivants de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et du Décret n° 2008-580 du 18 juin 2008, la Ville met à disposition du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) le Service du Parc automobile.

Les objectifs pour le CCAS sont d'une part de bénéficier d'une expertise technique spécialisée pour l'entretien et la maintenance de sa flotte de véhicules et d'autre part de réduire ses dépenses de fonctionnement liées à la gestion de son parc automobile.

Le Service du Parc automobile assurera, pour le compte du CCAS, la gestion technique, administrative et financière de l'ensemble des véhicules du CCAS.

Cette flotte est constituée de véhicules de type berline et de type transport frigorifique.

Les missions qui feront de cette mise à disposition seront les suivantes :

- Suivi des contrats de location de véhicules,
- Entretien et maintenance de tous les véhicules,
- Suivi de la fourniture de carburant,
- Gestion technique des contrôles périodiques,
- Gestion technique des assurances,
- Gestion technique des sinistres,
- Gestion technique des abonnements de télépéage,
- Assistance et conseil dans le renouvellement ou l'acquisition de véhicules.

Le Service du Parc automobile mettra à disposition l'ensemble de ses moyens matériels pour mener à bien ses missions : 2 véhicules de dépannage, 4 ponts élévateurs, 1 fosse, 1 valise de diagnostic (ordinateur), un matériel spécialisé (pneumatique et hydraulique) et un logiciel de gestion d'un parc automobile.

### ARTICLE 2 – PERSONNELS MIS À DISPOSITION

L'ensemble des personnels du Service du Parc automobile de la Ville sera potentiellement mis à disposition, à savoir :

Nom et prénom	Catégorie	Fonction au sein du syndicat
ESTELA Mathieu	C	Responsable du Service parc-auto
SERNISSI Véronique	C	Assistante administrative et financière
HOCQUAUX Cédric	C	Chef d'atelier
ORTAVA Christian	C	Mécanicien
CAMATTE Guillaume	C	Mécanicien
WEYLAND Fabien	C	Mécanicien
WAYMEL Laurent	C	Mécanicien

### ARTICLE 3 – CONDITIONS D'EMPLOI DES FONCTIONNAIRES MIS A DISPOSITION

Durant le temps de mise à disposition, les personnels du Service du Parc automobile de la Ville effectueront les temps de travail moyens suivants :

Nom et prénom	Catégorie	% indicatif de temps affecté à la mise à disposition
ESTELA Mathieu	C	10%
SERNISSI Véronique	C	10%
HOCQUAUX Cédric	C	10%
ORTAVA Christian	C	10%

Nom et prénom	Catégorie	% indicatif de temps affecté à la mise à disposition
CAMATTE Guillaume	C	10%
WEYLAND Fabien	C	10%
WAYMEL Laurent	C	10%

Dans le cadre de ces missions, les fonctionnaires territoriaux mis à disposition s'engagent à respecter l'ensemble du règlement intérieur en vigueur au sein du CCAS. La Ville continue à gérer la situation administrative du personnel mis à disposition.

## ARTICLE 4 – MODALITÉS DE REMBOURSEMENT DE FRAIS

Les montants des rémunérations, cotisations et contributions afférentes, ainsi que les charges correspondantes au 2<sup>ème</sup> alinéa du III de l'article 6 du Décret du 18 juin 2008 versé par la Ville, seront remboursés par le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) aux quantités réellement exécutées selon les modalités suivantes : le traitement des fonctionnaires territoriaux mis à disposition seront ramenés au taux horaire puis multipliés par le nombre d'heures réellement effectuées au profit du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS).

La Ville supporte seule les charges résultant d'un accident survenu dans l'exercice des fonctions ou d'un congé pour maladie qui provient de l'une des causes exceptionnelles prévues à l'article L-27 du Code des pensions civiles et militaires de retraite ainsi que de l'allocation temporaire d'invalidité.

L'acquisition des pièces détachées nécessaires à l'entretien et à la maintenance seront remboursées sur présentation des justificatifs correspondants. A cet effet, et avant toute réparation, le Service du Parc automobile soumettra, pour validation, un devis de réparation auprès du CCAS.

L'ensemble des charges visées ci-dessus seront constatées tous les 6 mois et donneront lieu à un Etat semestriel récapitulatif toutes les sommes engagées. Le CCAS effectuera versement semestriel à réception du titre de recette émis par la Ville établi selon l'Etat semestriel des dépenses.

Enfin, tous les autres frais : carburant, contrôles techniques, assurances, sinistres, abonnements télépéage, locations de véhicules et réparations effectuées par les entreprises privées, seront réglés directement par le CCAS. Un avis technique et financier sera néanmoins produit par le Service du Parc automobile au titre de l'aide à la décision.

## ARTICLE 5 – DURÉE ET DATE D'EFFET DE LA CONVENTION

La présente convention s'applique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 jusqu'au 31 décembre 2024. Elle pourra être renouvelée deux fois par période de 3 ans sur demande concordante des deux signataires.

Elle peut être résiliée unilatéralement à tout moment, par simple décision de l'exécutif de l'une ou de l'autre des parties signataires, agissant en vertu d'une délibération exécutoire, notifiée au moins trois mois avant l'entrée en vigueur de cette résiliation.

En cas de résiliation anticipée ou d'expiration de la présente convention, aucune indemnisation n'est à verser par une partie à l'autre, si ce n'est au titre des remboursements des frais afférents aux mises à disposition.

En cas de résiliation anticipée, les contrats éventuellement conclus pour des biens ou des personnels mis à disposition sont automatiquement transférés au CCAS pour la période restant à courir, la présente clause devant être rappelée, aux bons soins de la Commune, dans les contrats conclus par ses soins pour les services faisant l'objet des présentes.

## ARTICLE 6 – DROITS ET OBLIGATIONS

Les fonctionnaires mis à disposition demeurent soumis aux droits et obligations des fonctionnaires tels que définis par la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 et à la réglementation relative aux cumuls d'emplois.

En cas de faute, une procédure disciplinaire peut être engagée par la Ville.

## **ARTICLE 7 – FIN DE LA MISE A DISPOSITION**

La mise à disposition peut prendre fin avant le terme fixé à la demande :

- De la ville de Grasse,
- Du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS),
- Du fonctionnaire mis à disposition.

La demande de fin de mise à disposition prendra effet après respect d'un préavis de trois mois.

En cas de faute disciplinaire, il peut être mis fin sans préavis à la mise à disposition par accord entre la collectivité territoriale et l'organisme d'accueil.

Si, au terme de la mise à disposition, le fonctionnaire territorial ne peut être réaffecté dans les fonctions exercées auparavant à la Ville, il sera placé, après avis de la Commission Administrative Paritaire, dans les fonctions d'un niveau hiérarchique comparable dans le respect des règles du 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 54 de la Loi du 26 janvier 1984.

## **ARTICLE 8 – LITIGES**

Les parties s'engagent, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, à utiliser toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourront, en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à la mission de conciliation prévue par l'article L. 211-4 du Code de justice administrative, devant le Tribunal administratif compétent à savoir, en règle générale, celui de Nice.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant la juridiction compétente.

## **ARTICLE 9 – DISPOSITIONS DIVERSES**

La présente convention sera transmise en Préfecture et notifiée aux personnels concernés ainsi qu'aux trésoriers et aux assureurs respectifs de la Ville et du CCAS.

Fait à GRASSE, en deux exemplaires.

Pour la Ville de Grasse,  
Le Maire,

Pour le Centre Communal d'Action  
Sociale (CCAS),  
Le Président,

**Jérôme VIAUD**  
Vice-président du Conseil départemental  
des Alpes-Maritimes  
Président de la Communauté d'Agglomération  
Du Pays de Grasse

**Jérôme VIAUD**